



Médiation du crédit aux entreprises

En 2012, 4 077 dossiers ont été déposés à la Médiation nationale du crédit avec une moyenne mensuelle de 378 dossiers. Sur ce total, 3 182 ont été acceptés et le taux de médiation réussie s'est établi à 58 % contre 59 % en 2011. La Médiation du crédit constate une complexité croissante de la situation des entreprises qui saisissent le Médiateur et dont les dossiers relèvent souvent de problèmes structurels liés au ralentissement conjoncturel. En 2012, 95 % des dossiers acceptés concernent les TPE-PME de moins de 50 salariés. 56 % des besoins de financement sont inférieurs à 50 000 euros.

En 2012, l'action de la Médiation a permis de conforter 1 550 entreprises dans leur activité, 543 millions d'euros ont été débloqués et 34 574 emplois préservés.

Depuis la création du dispositif en novembre 2008, 37 157 dossiers ont été déposés, avec un taux de médiation réussie de 62 %. 4,23 milliards d'euros de crédit ont été débloqués, 16 621 entreprises ont été confortées dans leur activité et 293 444 emplois préservés.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation (...) ont continué de diminuer, comme prévu, et devraient revenir en deçà de 2 % au cours des prochains mois. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger début 2013 (...). Plus tard en 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement (...). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse. (...) ». Le Président de la BCE a précisé que le Conseil des gouverneurs « suit attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de la politique monétaire, qui demeurera accommodante en assurant une allocation illimitée de liquidité ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques autant que nécessaire. Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale vers la réintégration du système bancaire ».

2 – Eurogroupe

M. Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des finances a été nommé président de l'Eurogroupe pour une durée de deux ans et demi, en remplacement de Jean-Claude Juncker.

« Fichier positif »

Lors de sa réunion du 21 janvier 2013, le Comité interministériel de lutte contre les exclusions a adopté le plan pluriannuel contre la pauvreté qui prévoit notamment la création d'un registre national des crédits aux particuliers dit « Fichier positif » pour lutter contre le surendettement et d'un observatoire de l'inclusion bancaire qui appréciera les pratiques des banques envers leurs clients en difficulté financière.

Benoît Hamon, ministre délégué à la Consommation a annoncé que la mise en place de ce fichier n'interviendra pas avant fin 2014 compte tenu des délais nécessaires à sa création.

Epargne réglementée

A compter du 1^{er} février 2012, le taux du Livret A est fixé à 1,75 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit : Livret de développement durable : 1,75 %, Livret d'épargne populaire : 2,25 %, Compte d'épargne logement : 1,25 %.

Actualité législative

1 – L'ordonnance n° 2013-79 du 25 janvier 2013 portant adaptation du code monétaire et financier à la départementalisation de Mayotte et du droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie a été publié au JORF du 26 janvier 2013. Cette ordonnance clarifie par ailleurs certaines dispositions du code monétaire et financier relatives au droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, afin de préciser les modalités des échanges d'informations sur les incidents de paiement par chèque, entre la Banque de France, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et l'Institut d'émission d'outre-mer.

2 - Le 30 janvier 2013 la commission des finances du Sénat a organisé, en préalable à l'examen du projet de loi de réforme bancaire et financière, une table ronde sur la séparation des activités bancaires.

Cette audition est consultable sur : <http://videos.senat.fr/video/commissions/commFINC-p1.html> ; l'ensemble du dossier législatif est consultable sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/separation_regulation_activites_bancaires.asp

3 – Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision.

Le rapport d'information de Mmes Michèle André, Nicole Bonnefoy, MM. Alain Fauconnier, Roman Kerdraon, Mme Valérie Létard, MM. Philippe Marini, Hervé Marseille et André Reichardt, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales du Sénat est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-273/r12-2731.pdf>

4 – L'octroi de mer : le rapport MM. Mathieu Hanotin et Jean-Jacques Vlody, fait au nom de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i0659.asp>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

Les émissions nettes de billets ont progressé de 6,7 % en volume et de 7,8 % en valeur en 2012. Au 31 décembre 2012, le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 21,2 millions (contre 19,9 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 857 millions d'euros (contre 795 millions). Les coupures de 50 euros représentent 53,0 % du volume (contre 51,8 % fin 2011) et 65,6 % de la valeur (contre 64,8 % fin 2011) de la masse monétaire en circulation. Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,8 % en volume et de 4,7 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'élève à 182,9 millions fin décembre 2012 (contre 172,1 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 24,3 millions d'euros (contre 23,5 millions d'euros).

Poids des différentes coupures dans la valeur de la masse monétaire



Vulnérabilité : amélioration de la situation des ménages

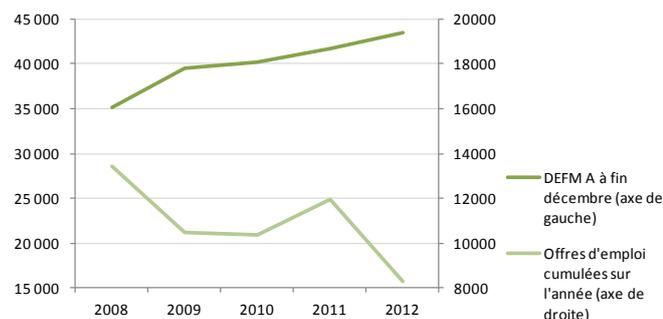
Au 31 décembre 2012, le fichier central des chèques recense 17 426 personnes physiques en interdiction bancaire, soit une diminution de 0,9 % en glissement annuel. Par ailleurs, le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 3 894 en 2012 contre 4 333 en 2011, soit un recul de 10,1 % en un an. Parallèlement, le nombre de dossiers de surendettement déposés en Martinique est passé de 552 en 2011 à 512 en 2012, soit un recul de 7,2%.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Chômage : une année 2012 difficile

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 43 426 en décembre, soit une augmentation de 4,1 % en glissement annuel. Cette hausse est toutefois moindre que celle observée au niveau national (+10 %). Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires du RSA-socle a augmenté de 2,3 % en glissement annuel à décembre, alors que le nombre de bénéficiaires du RSA-activité a connu une croissance de 25,1 %, possible signe d'une précarisation de l'activité salariale. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées en 2012 a reculé de 30,7 % pour atteindre 8 300 offres contre 11 970 un an auparavant. Cette dégradation du déséquilibre entre l'offre et la demande de travail risque de peser sur le chômage de long terme et d'accélérer l'obsolescence des compétences de la main-d'œuvre.

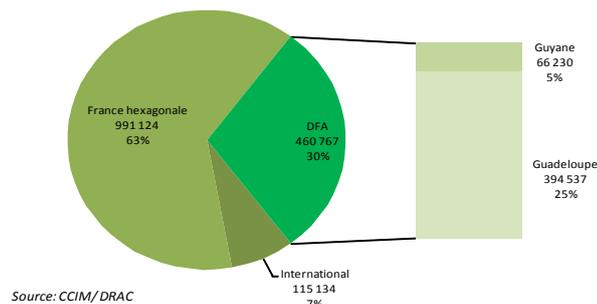
Marché du travail



Aéroport : recul du nombre de passagers accueillis en 2012

1 563 481 passagers ont été accueillis à l'aéroport Aimé Césaire en 2012, soit une baisse de 3,5 % par rapport à 2011. Ce recul concerne l'ensemble des zones géographiques en provenance ou à destination de la Martinique : les vols régionaux enregistrent une diminution de 3,9 % du nombre de passagers transportés en 2012, tout comme les vols internationaux (-3,1 %) et les liaisons avec l'hexagone (-3,1 %). Le mois de décembre a été en dessous des attentes des professionnels du secteur avec un nombre de voyageurs en baisse de 8,7 % par rapport à décembre de l'année précédente, malgré l'arrivée d'un nouvel opérateur à bas prix, XL Airways, mi-décembre.

Provenance des usagers de l'aéroport du Lamentin en 2012



Loi Lurel : phase de concertation sur la définition du bouclier qualité/prix

L'Observatoire des prix, des marges et des revenus s'est réuni le 15 janvier dernier à la préfecture pour entamer les négociations relatives au bouclier qualité/prix. Ce dispositif, mesure emblématique de la loi Lurel sur la vie chère, prévoit la modération des prix d'une centaine de produits de grande consommation, qu'il s'agisse de produits alimentaires, d'hygiène ou d'entretien. La consultation devrait aboutir à l'établissement d'une liste définitive de produits dont le prix global maximum serait fixé tous les ans par un arrêté préfectoral, les commerçants étant libres de déterminer les prix individuels de chaque produit. La concertation devrait aussi permettre de définir le périmètre des distributeurs concernés.

Université Antilles-Guyane : une nouvelle présidente

Corinne Mené-Caster a été élue présidente de l'Université Antilles-Guyane le 25 janvier pour un mandat de 4 ans. Cette ancienne doyenne de la faculté de Lettres et de Sciences humaines du pôle Martinique succède ainsi à Pascal Saffache à la tête de l'institution depuis 2009, en devançant les quatre autres prétendants guadeloupéens et guyanais. Parmi ses priorités figure l'accroissement des ressources propres qui répond directement aux nouvelles contraintes pesant sur l'UAG suite à son passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE), le 1^{er} janvier dernier, faisant de la présidente l'unique gestionnaire du budget et de la masse salariale de l'institution.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération régionale : sommet CEPALC-UE

Le premier sommet bilatéral entre l'Union européenne (UE) et la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) s'est tenu du 26 au 27 janvier dernier à Santiago (Chili). Il a réuni plus d'une soixantaine de délégations des Etats de l'UE et de la zone Amérique latine-Caraïbe, parmi lesquelles une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. A cette occasion, Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, a réaffirmé l'importance des relations commerciales entre les deux zones géographiques et la nécessité de favoriser les flux de capitaux destinés à financer des investissements pérennes de qualité à même d'enclencher une dynamique de croissance durable et inclusive. Il a insisté sur le nécessaire équilibre des relations entre les deux organisations régionales. Ces recommandations se sont traduites par la signature de la Déclaration de Santiago, venant compléter le plan d'action UE-CEPALC, qui reprend les principaux engagements bilatéraux définis lors du sommet. La rencontre a également donné lieu à la publication d'un rapport consacré aux échanges commerciaux entre les deux régions et d'un document relatif aux opportunités, pour le secteur privé, liées à un approfondissement des relations entre les pays de l'UE et de la CEPALC.

Ces publications sont disponibles sur le site de la CEPALC : <http://www.eclac.org/default.asp?idioma=IN>.

Trinidad et Tobago : des perspectives économiques stables selon Moody's

L'agence de notation Moody's a maintenu la note Baa1 pour la dette souveraine de Trinidad et Tobago, s'appuyant sur des perspectives économiques stables. Elle affirme que la consolidation fiscale entreprise par l'Etat, le surplus de la balance courante des paiements, la cohérence et la continuité des politiques publiques, ainsi que la stabilité institutionnelle devraient permettre de parer aux menaces pesant sur l'économie trinitadienne. Parmi ces dernières, l'agence cite notamment l'étroitesse du marché, la faible diversification de l'économie et la détérioration du déficit public, principalement liée à la mise en œuvre d'un plan de stimulus fiscal, provoquant une détérioration de la dette souveraine. Moody's salue la création du HSF (Heritage and Stabilization Fund), une institution fiscale chargée de gérer l'excédant de revenu généré par le secteur du pétrole et qui a accumulé un surplus équivalent à 19% du PIB.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2012	129,1	0,8 %	+2,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2012	43 426	-1,9, %	+4,1 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- novembre 2012	22 059	+1,2 %	+7,1 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2012	39 147	+1,0 %	+4,8 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- novembre 2012	264,9	ns	+14,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- novembre 2012	22,2	ns	-12,4 %
	Taux de couverture mensuel		8,4 %		-2,5 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- novembre 2012	41,2	-4,8 %	+1,6 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- novembre 2012	480,5		+5,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2012	17 426	-0,8 %	-0,9 %
	Retraits de cartes bancaires (flux)	- décembre 2012	369	-10,0 %	-39,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- décembre 2012	138 733	+27,7 %	-8,7 %
		- cumul annuel	1 563 481		-3,5 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2013	27 985	ns	+45,4 %
		- cumul annuel	27 985	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2012	13 425	-17,6 %	-11,5 %
		- cumul annuel	185 222		-7,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2013	905	-55,8 %	+5,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2013	141	-50,2 %	-10,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 046	-	+3,3 %

